

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
20, rue de la Providence  
86000 Poitiers

Poitiers, le 8 avril 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Grimault Paille et Fourrage**

4 rue des Iris  
La Lande  
86110 Craon

Références : [2025\\_334\\_UbD16-86\\_Env](#)  
Code AIOT : 0007209385

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 4 mars 2025 dans l'établissement Grimault Paille et Fourrage implanté La Croix David 86110 Craon. L'inspection a été annoncée le 16 janvier 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'installation de stockage de paille de l'entreprise Grimault Paille et Fourrage a été enregistrée par arrêté préfectoral du 6 mai 2024.

La présente inspection visait le récolement du site aux prescriptions réglementaires ministérielles et préfectorales.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Grimault Paille et Fourrage
- La Croix David 86110 Craon
- Code AIOT : 0007209385
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation consiste en un terrain clos d'environ 23 000 m<sup>2</sup> sur lequel sont présents 2 hangars de 1 800 m<sup>2</sup> chacun, abritant chacun un stockage de paille.

### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, annexe I > 2.2.14.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Travaux	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, annexe I > 2.4.4.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, annexe I > 2.4.5.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Stockage de résidus de méthanisation	Code de l'environnement R.511-9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, annexe I > 1.2.
2	Accessibilité au site	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, annexe I > 2.2.1.
4	Rétention des aires et locaux de travail et isolement du réseau d...	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, annexe I > 2.2.16.
5	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, annexe I > 2.3.2.
6	Stockages	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, annexe I > 2.4.1. A.
9	Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, annexe I > 2.4.6.
10	Surveillance du stockage	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, annexe I > 2.4.8.
11	Kits anti-pollution	Arrêté Préfectoral du 06/05/2024, article 2.2.1.

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Certaines prescriptions générales relevant de la rubrique 1530 de la nomenclature des ICPE semblent difficiles à mettre en œuvre sur le site, notamment le confinement des eaux d'extinctions. Après avis du SDIS quant aux modalités d'intervention en cas d'incendie, l'Inspection considère qu'elles sont inadaptées.

Hormis ce point, le site est conforme bien que la réserve d'eau doive être rapidement réparée et remplie.

L'exploitant doit se positionner sur le stockage de résidus de méthanisation.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Dossier installation classée**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, annexe I > 1.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels

<b>Prescription contrôlée :</b>  Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et recommandations issues de l'analyse des risques menés par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique que son assureur de l'exploitant n'a pas établi de tel rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Accessibilité au site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, annexe I > 2.2.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b>  La voie d'accès des services de secours est maintenue dégagée de tout stationnement. Elle comporte une matérialisation au sol faisant apparaître la mention accès pompiers. Ce dispositif peut être renforcé par une signalisation verticale de type stationnement interdit. L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.
<b>Constats :</b>  Le dossier de demande d'enregistrement de 2021 identifiait ce point comme une non-conformité de l'installation. Le jour de l'inspection il est constaté que les accès sont conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, annexe I > 2.2.14.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : Si un complément est nécessaire, il peut être apporté par une ou plusieurs réserves d'eau propre au site, accessible en permanence aux services d'incendie et de secours. Ces réserves ont une capacité minimale réellement utilisable de 120 mètres cubes. Elles sont dotées de plates-formes d'aspiration par tranche de 120 mètres cubes de capacité. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout dépôt, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Pour les installations existantes, un tel exercice est réalisé a minima dans les trois ans qui suivent la publication du présent arrêté. Les exercices font l'objet de comptes rendus conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 2.1 de la présente annexe.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exercice incendie n'a pas encore été réalisé. Il sera fait après celui de l'installation de broyage exploitée par l'entreprise, sur le site de production de granulés sis lieu-dit « La lande », prévu en mai (peut-être donc en septembre).</p> <p>Dans son dossier d'enregistrement, l'exploitant calculait au moyen de la méthode D9 un besoin de 240 m<sup>3</sup>. Cette capacité devait être atteinte via une réserve de 240 m<sup>3</sup> ou deux réserves de 120 m<sup>3</sup>.</p> <p>Le jour de l'inspection il est constaté qu'une seule réserve (sous la forme d'un bassin à ciel ouvert dont la capacité est évaluée, selon l'exploitant, à 120 m<sup>3</sup>) est en place. Elle est de plus à sec car la bâche est percée et nécessite d'être réparée.</p> <p>Cette citerne, présente sur le site depuis 20 ans environ est alimentée directement par un forage agricole situé hors site et géré par des agriculteurs.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>A titre de mesure conservatoire justifiant l'absence de la seconde réserve de 120 m<sup>3</sup>, l'exploitant justifiera que le forage permet le remplissage de la citerne dans un temps compatible avec l'utilisation de 120 m<sup>3</sup> par heure pendant 2 heures.</p> <p>L'exploitant fournira également les justificatifs de réparation et remise en eau de la réserve du site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 4 : Rétention des aires et locaux de travail et isolement du réseau d...**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, annexe I &gt; 2.2.16.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage des dépôts couverts. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les eaux pluviales de chaque hangar sont collectées et dirigées par un réseau enterré vers deux puisards aux coins sud-ouest et nord-est du site. Au vu du ravinement de certaines parties du terrain, ces puits collectent également une partie des eaux de pluie de ruissellement. Toutefois le site n'est pas étanche et aucune lagune ni vanne de sectionnement n'est présente, si bien qu'en cas de sinistre, les eaux d'extinction s'infiltreraient dans le sol ou dans les puits sans fond.</p> <p>L'Inspection a contacté le SDIS 86 qui indique qu'en cas d'incendie sur un stockage de paille et en l'absence d'autres matériaux combustibles (hydrocarbures notamment) et d'installation photovoltaïque en toiture, son action visera à éviter la propagation aux tiers et non à l'extinction. Ainsi, les quantités d'eau seraient limitées et il n'y aurait pas d'utilisation de produits émulseurs ou</p>

<p>moissant.</p> <p>Dans ces conditions, l'Inspection considère que cette prescription est inadaptée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Etat des stocks

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, annexe I &gt; 2.3.2.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne tient pas à jour un état des stocks.</p> <p>Compte-tenu de la simplicité des installations (2 hangars totalement ouverts destinés exclusivement au stockage de paille), il n'apparaît pas nécessaire d'établir un plan de stockages.</p> <p>Le stockage répond à une certaine saisonnalité : les entrées se concentrent sur 3 semaines à haute activité pendant l'été, principalement en juillet (25 camions/jour) ; les sorties se font au fur et à mesure des besoins (paille vendue à des clients éleveurs externes ou alimentant l'usine de broyage de l'exploitant pour être transformée en granulés d'alimentation et litière animale).</p> <p>Hormis les couches externes du stockage, le produit ne périmé pas et peut être stocké pendant plus d'un an. Il s'agit d'un marché historiquement très fluctuant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Stockages

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, annexe I &gt; 2.4.1. A.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les produits conditionnés forment des îlots limités de la façon suivante :1. La surface maximale des îlots au sol est de 2 500 mètres carrés, la hauteur maximale de stockage est de 8 mètres, la distance entre deux îlots est de 10 mètres minimum.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les hangars couvrent 1 800 m<sup>2</sup> chacun et sont espacés de plus de 10 mètres.</p> <p>Le jour de l'inspection ils sont remplis à environ 80 % de leur capacité.</p> <p>Sont également présents sur site :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un andain de paille en décomposition formé à partir de bottes constituant la couche externe des stockages non couverts de l'exploitant. Cette paille est destinée à la méthanisation. Il est situé à plus de 10 mètres des hangars.</li> <li>• une bâche souple de 1 000 m<sup>3</sup> utilisée par le frère de l'exploitant pour stocker des résidus</li> </ul>

de méthanisation avant épandage. Cette bâche a été installée en 2024 et n'a servi que pendant 1 mois en tant que stockage temporaire. Le jour de l'inspection, la bâche est vide.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Travaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/04/2010, annexe I > 2.4.4.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risques accidentels

**Prescription contrôlée :**

Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis d'intervention et éventuellement d'un permis de feu et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées. Le permis d'intervention et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis d'intervention et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité en configuration standard du stockage, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

**Constats :**

Ce point était identifié dans le dossier de demande d'enregistrement comme une non-conformité à corriger.

Le jour de l'inspection cette procédure n'a pas été créée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant met en place la procédure demandée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 8 : Consignes d'exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/04/2010, annexe I > 2.4.5.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risques accidentels

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :- l'interdiction de fumer ;

- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du stockage ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'obligation du permis d'intervention ou permis de feu évoqué au point précédent ;</li> <li>- les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;</li> <li>- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li> <li>- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 2.2.15 ;</li> <li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;</li> <li>- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Ce point était identifié dans le dossier de demande d'enregistrement comme une non-conformité à corriger.</p> <p>Le jour de l'inspection le bureau d'étude accompagnant l'exploitant présente son projet de consignes.</p> <p>Compte-tenu de l'absence de personnel sur le site, les consignes seront affichées au siège de l'exploitant.</p> <p>Un panneautage sur le site de stockage de paille sera également mis en place.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection les consignes rédigées et la preuve de leur affichage sur le site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 9 : Vérification périodique et maintenance des équipements

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, annexe I &gt; 2.4.6.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Ce point était identifié dans le dossier de demande d'enregistrement comme ne concernant pas l'installation.</p> <p>Lors de l'inspection il est constaté que le site est dépourvu de tout raccordement électrique.</p> <p>L'exploitant présente le registre de contrôle des extincteurs. Il faut apparaître un contrôle du</p>



15 novembre 2024, en même temps que ceux de l'usine de broyage et du siège. Sur le terrain, 2 extincteurs sont présents. Ils portent bien la marque de leur contrôle bien que celle-ci ne soit pas indélébile.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Surveillance du stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, annexe I > 2.4.8.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b>  En dehors des heures d'exploitation du stockage, une surveillance de ce stockage, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence notamment afin de transmettre l'alerte aux services d'incendie et de secours, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.
<b>Constats :</b>  Le site est équipé d'un système d'alerte par caméra au portail + 3 détecteurs de présence. Ces alertes sont transférées sur les téléphones de l'exploitant. Le jour de l'inspection, le système fonctionne (visionnage de la caméra en temps réel sur le téléphone de l'exploitant).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Kits anti-pollution

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/05/2024, article 2.2.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant dispose d'un kit mobile anti-pollution permettant d'absorber les huiles et hydrocarbures
<b>Constats :</b>  Il s'agit d'une dérogation aux prescriptions de l'arrêté ministériel qui impose la collecte des eaux pluviales et leur traitement par un séparateur d'hydrocarbures ou système équivalent. Il a été acté au travers de l'arrêté préfectoral d'enregistrement que, compte-tenu du faible nombre de véhicules présents sur le site au cours de l'année, la mise à disposition d'un kit mobile anti-pollution permettait d'atteindre un niveau de maîtrise du risque équivalent. Le kit consiste en un buvard circulaire d'environ 70 cm de diamètre. Il est habituellement conservé au siège de l'entreprise distant de 3 km. L'exploitant déclare que pendant la période estivale, des cartons de kit sont mis à disposition sur le site de stockage.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit s'assurer de mettre les kits en quantité suffisante sur site lors des périodes de

haute activité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12: Stockage de résidus de méthanisation**

<b>Référence réglementaire :</b> L.511-1 et R.511-9
<b>Thème(s) :</b> Transit de déchet non dangereux non inerte
<b>Prescription contrôlée :</b> Activités relevant de la nomenclature des ICPE
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une bâche souple utilisée par le frère de l'exploitant pour stocker des résidus de méthanisation avant épandage est présente sur le site. Cette bâche a été installée en 2024 et n'a servi que pendant 1 mois en tant que stockage temporaire. Le jour de l'inspection, la bâche est vide. D'après l'exploitant son volume est de 1 000 m<sup>3</sup>.</p> <p>Ce stockage relève de la rubrique 2716 « Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes » de la nomenclature des ICPE. Les seuils de cette rubrique font référence au volume susceptible d'être présent dans l'installation :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup> : régime de l'enregistrement</li> <li>2. Supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m<sup>3</sup> : régime de la déclaration avec contrôle périodique</li> </ol> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>S'il souhaite conserver ce stockage, et selon son volume, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le déclare en ligne s'il est strictement inférieur à 1 000 m<sup>3</sup>, sur : <a href="https://demarches.service-public.fr/pro_mademarche/DICPE/demarche?execution=e1s1">https://demarches.service-public.fr/pro_mademarche/DICPE/demarche?execution=e1s1</a> Le stockage devra alors être conforme à l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</li> <li>• dépose un dossier d'enregistrement s'il est supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup>. Le stockage devra alors être conforme à l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</li> </ul>

Quel que soit le régime ICPE applicable, les prescriptions réglementaires imposent notamment d'associer le stockage à une capacité de rétention étanche d'un volume au moins égal à celui de la bâche.

Si l'exploitant ne souhaite pas conserver ce stockage, il fournit la preuve de l'évacuation de la bâche.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois